

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française ..... 100 frs  
Etranger : Port en sus

## ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne ..... 80 frs

Minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum ..... 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES  
ET DECISIONS

### LOIS

1981

27 oct. — Loi n° 81-12 autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République togolaise et la République populaire démocratique de Corée signée à Pyongyang le 4 octobre 1981. .... 350

27 oct. — Loi n° 81-13 autorisant la ratification de la convention internationale contre la prise d'otages adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979 et signée à New-York par le Togo le 8 juillet 1980. .... 351

## ORDONNANCES

1982

23 mars — Ordonnance n° 82-4 portant modification du statut juridique de la caisse nationale de crédit agricole. .... 351

## DECRETS

1982

25 mars — Décret n° 82-78 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Kloto, exercice 1980. .... 355

25 mars — Décret n° 82-79 portant approbation du budget additionnel de la préfecture de Kloto, exercice 1981. .... 355

25 mars — Décret n° 82-80 portant approbation du compte administratif de la préfecture des Lacs, exercice 1980. .... 355

25 mars — Décret n° 82-81 portant approbation du budget additionnel de la préfecture des Lacs, exercice 1981. .... 355

25 mars — Décret n° 82-82 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Tona, exercice 1980. .... 355

25 mars — Décret n° 82-83 portant approbation du budget additionnel de la préfecture de Tone, exercice 1981. . . . .	355
25 mars — Décret n° 82-84 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1980 de la commune d'Aného. . . . .	355
25 mars — Décret n° 82-85 portant approbation du budget additionnel de la commune d'Aného, exercice 1981. . . . .	356
25 mars — Décret n° 82-86 portant nomination. . . . .	351
26 mars — Décret n° 82-87 portant suspension d'un chef de canton. . . . .	351
31 mars — Décret n° 82-88 portant approbation d'un accord de crédit pour l'étude d'un projet d'usine d'acide phosphorique et d'engrais (phosphate engineering and technical assistance project). . . . .	352
31 mars — Décret n° 82-89 portant approbation d'un accord de crédit de développement du quatrième projet routier (Tourth highway project). . . . .	352
31 mars — Décret n° 82-90 portant relèvement des taux d'intérêts à servir aux déposants de la caisse d'épargne du Togo. . . . .	352
31 mars — Décret n° 82-91 ordonnant la publication de l'avenant n° 1 à la convention générale de 1971 sur la sécurité sociale entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République française, signé à Lomé le 29 août 1980. . . . .	353
6 avr. — Décret n° 82-92 portant nomination du haut commissaire au tourisme. . . . .	354
7 avr. — Décret n° 82-93 portant approbation du compte administratif de la préfecture de l'Ogou, exercice 1980. . . . .	356
7 avr. — Décret n° 82-94 portant approbation du budget additionnel de la préfecture de l'Ogou, exercice 1981. . . . .	356
7 avr. — Décret n° 82-95 portant approbation du compte administratif de la préfecture d'Assoli, exercice 1980. . . . .	356

7 avr. — Décret n° 82-96 portant approbation du budget additionnel de la préfecture d'Assoli, exercice 1981. . . . .	356
7 avr. — Décret n° 82-97 portant approbation du compte administratif de la préfecture du Golfe, exercice 1980. . . . .	356
7 avr. — Décret n° 82-98 portant approbation du budget additionnel de la Préfecture du Golfe, exercice 1981. . . . .	357
7 avr. — Décret n° 82-99 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Doufelgou, exercice 1980. . . . .	357
7 avr. — Décret n° 82-100 portant approbation du budget additionnel de la préfecture de Doufelgou, exercice 1981. . . . .	357
7 avr. — Décret n° 82-101 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1980 de la commune de Tsévié. . . . .	357
7 avr. — Décret n° 82-102 portant approbation du budget additionnel de la commune de Tsévié, exercice 1981. . . . .	357
7 avr. — Décret n° 82-103 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1980 de la commune d'Atakpamé. . . . .	357
7 avr. — Décret n° 82-104 portant approbation du budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1981. . . . .	357
Décret n° 81-20 du 20 février 1981 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un régent (rectificatif). . . . .	355

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1982

17 févr. — Décision n° 196/MEF/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit à l'office national togolais du tourisme. . . . .	358
28 avr. — Décision n° 534/MFE/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit à l'office national togolais du tourisme. . . . .	359

4 mai — Décision n° 569/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre d'éducation ouvrière de la Kara. . . . .	357
4 mai — Décision n° 571/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre d'éducation ouvrière de Lomé. . . . .	358
5 mai — Décision n° 579/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre de la construction et du logement (C.C.L.). . . . .	358
5 mai — Décision n° 581/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du fonds de garantie de coopération de l'OCAM. . . . .	358
5 mai — Décision n° 582/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre africain et mauricien de perfectionnement des cadres (CAM-PC). . . . .	358
5 mai — Décision n° 585/MEF/FO portant autorisation de paiement d'une somme au comité national de langue kabiyè. . . . .	358
5 mai — Décision n° 586/MEF/FO portant autorisation de paiement d'une somme au comité national de langue éwé. . . . .	358
5 mai — Décision n° 613/MEF/FO portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur. . . . .	359
6 mai — Décision n° 615/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au secrétariat administratif du R.P.T. . . . .	358
7 mai — Décision n° 623/MEF/FO portant autorisation de paiement d'une somme à M. Koudoyor D. Folly. . . . .	359
7 mai — Décision n° 626/MEF/FCS portant octroi d'une subvention à divers établissements scolaires. . . . .	358
10 mai — Décision n° 634/MEF/FO portant autorisation de déblocage de crédit au service du matériel et transit. . . . .	359
10 mai — Décision n° 636/MEF/FO portant autorisation de déblocage de crédit à M. Yaya Malou. . . . .	359

10 mai — Décision n° 637/MEF/FO portant autorisation de déblocage de crédit aux établissements Mathia et Fils. . . . .	359
Arrêtés portant nominations. . . . .	369

# MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1982

15 avr. — Arrêté n° 481/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. . . . .	359
19 avr. — Arrêté n° 488/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique. . . . .	360
5 mai — Arrêté n° 564/MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique. . . . .	360
5 mai — Arrêté n° 568/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la statistique générale. . . . .	360
5 mai — Arrêté n° 569/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. . . . .	360
Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachements, révocation, acceptation de démission, licenciement et admission à la retraite. . . . .	360

# MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1982

13 mai — Arrêté n° 12/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	368
13 mai — Arrêté n° 13/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	369
13 mai — Arrêté n° 14/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	369

13 mai — Arrêté n° 15/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	369
13 mai — Arrêté n° 16/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	369
13 mai — Arrêté n° 17/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	370
13 mai — Arrêté n° 18/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	370
13 mai — Arrêté n° 19/MTPMERH/DCNC autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique. . . . .	370
Décision portant nomination. . . . .	371

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1982

6 mai — Arrêté n° 12/METQDRS/MEPDD portant équivalence du diplôme d'études générales universitaires. . . . .	371
6 mai — Arrêté n° 13/METQDRS/MEPDD portant attribution du conseiller pédagogique. . . . .	371

### DIVERS

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêtés portant admissions définitives. . .	372
---	-----

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1982

4 mai — Arrêté n° 160/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Laté Abalo (Augustin). . . . .	372
5 mai — Arrêté n° 162/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Taofiki Bida. . . . .	373

5 mai — Arrêté n° 163/MFE/CR portant concession d'une pension militaire à M. Kouassi Djossou Hompoklo. . . . .	373
5 mai — Arrêté n° 164/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Bitassa Djenda. . . . .	373
6 mai — Arrêté n° 170/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lokou Ablou. . . . .	373
6 mai — Arrêté n° 171/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Somenou Kodjovi. . . . .	374
7 mai — Arrêté n° 173/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Soher Tonato (Pierre). . . . .	374
10 mai — Arrêté n° 174/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ankou Comlan Almany (Victor). . . . .	374
12 mai — Arrêté n° 177/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agboblí Koffi (Victor). . . . .	374
Arrêtés portant approbation de rôles. . . . .	375

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### Avis, Communications et Annonces

Avis nécrologiques. . . . .	376
Avis de perte de titre foncier . . . . .	376

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### LOIS

Loi N° 81-12 du 27 octobre 1981 autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République togolaise et la République Populaire Démocratique

*que de Corée signé à Pyongyang le 4 octobre 1981.*  
L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Est autorisée la ratification du Traité d'amitié et de coopération entre la République togolaise et la République Populaire Démocratique du Corée, signé à Pyongyang le 4 octobre 1981.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 27 octobre 1981

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

*Loi N° 81-13 du 27 octobre 1981 autorisant la ratification de la convention internationale contre la prise d'otages adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979 et signée à New-York par le Togo le 8 juillet 1980.*

L'assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention internationale contre la prise d'otages adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979 et signée à New-York par le Togo le 8 juillet 1980.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 27 octobre 1981

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

## ORDONNANCES

*ORDONNANCE N° 82-4 du 23 mars 1982 portant modification du statut juridique de la caisse nationale de crédit agricole.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Industrie et des sociétés d'Etat ;

Vu les articles 32 et 35 de la constitution ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Sont abrogées les dispositions de l'ordonnance n° 25 du 14/6/67 portant création d'une caisse nationale de crédit agricole.

Art. 2 — La caisse nationale de crédit agricole est autorisée à ouvrir son capital social à des actionnaires autres que l'Etat.

En conséquence, la CNCA précédemment sociétés d'Etat, est transformée en société d'économie mixte.

Art. 3 — Le capital social de cette société sera détenu par l'Etat pour partie à concurrence du montant à l'actif net de la CNCA.

Art. 4 — De nouveaux statuts devront être adoptés dans les plus brefs délais par les actionnaires en assemblée générale et soumis à l'approbation :

- du ministre de l'économie et des finances
- du ministre du développement rural
- du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat.

Art. 5 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 23 mars 1982

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

## DECRETS

*DECRET N° 82-86 du 25 Mars 1982 portant nomination.*

LE PRESIDENT-FONDATEUR DU RASSEMBLEMENT DU PEUPLE TOGOLAIS, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la constitution de la République togolaise ;

Vu les Statuts du Rassemblement du Peuple Togolais,

DECRETE :

Article premier — M. Abdou CHEAKA TOURE, administrateur civil, commissaire aux relations extérieures de la jeunesse du rassemblement du peuple togolais est nommé directeur de la division des conférences, congrès et séminaires.

Art. 2 — Le secrétaire administratif du R.P.T. est chargé de l'exécution du présent décret.

Lomé, le 25 mars 1982

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

*DECRET N° 82-87 du 26 mars 1982 portant suspension d'un chef de canton*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu l'arrêté n° 101/PR/INT-APA du 6 septembre 1972 portant reconnaissance de la désignation coutumière de chefs de canton ;

Sur rapport du ministre de l'intérieur,

DECRETE :

Article premier — M. KADANGA Farara, chef de canton de Tchitchao, est suspendu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois, pour faute grave.

Art. 2 — Pendant toute la durée de sa suspension, l'intéressé ne percevra pas ses indemnités de fonctions.

Art. 3 — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de signature, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mars 1982

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

**DECRET n° 82-88 du 31 mars 1982 portant approbation d'un accord de crédit pour l'étude d'un projet d'usine d'acide phosphorique et d'engrais.**  
(phosphate engineering and technical assistance project).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances et le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Vu les articles 15 et 34 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 8 du 15 janvier 1974 portant nationalisation de la compagnie togolaise des mines du Bénin ;

Vu l'ordonnance n° 80-12 du 10 janvier 1980 portant dissolution de l'office togolais des phosphates ;

Vu l'ordonnance n° 80-17 du 4 février 1980 portant modification de la raison sociale de la compagnie togolaise des mines du Bénin et organisant la tutelle de l'Etat sur l'office togolais des phosphates ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Est approuvé, l'accord de crédit n° 1169 TO, (development credit agreement phosphate engineering and technical assistance project), d'un montant équivalent à quatre millions huit cent mille unités de droits de tirages spéciaux (DTS 4.800.000) en diverses monnaies, signé le 28 octobre 1981 entre la République togolaise et l'association internationale de développement (AID) au siège de la banque mondiale en vue du financement de l'étude d'un projet d'usine d'acide phosphorique et d'engrais.

Art. 2 — Est approuvé l'accord de projet entre l'association internationale de développement et l'office togolais des phosphates, signé le 28 octobre 1981.

Art. 3 — Les signatures de MM. Tété TEVI-BENISSAN et BARRY Moussa BARQUE, respectivement ministre de l'économie et des finances et ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques et président du conseil d'administration de l'office togolais des phosphates ainsi que celles de leurs représentants, sont valablement apposées sur les accords et engagements respectivement la République togolaise et l'office togolais des phosphates sans restriction ni réserve.

Art. 4 — Le texte des contrats de prêt peut être consulté au ministère de l'économie et des finances - (Lomé - Togo).

Art. 5 — Le ministre de l'économie et des finances et le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en

ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 mars 1982

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

**DECRET N° 82-89 du 31 mars 1982 portant approbation d'un accord de crédit de développement du quatrième projet routier (Fourth highway Project)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances  
Vu les articles 15 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 82-01 du 11 janvier 1982 portant loi des finances pour la gestion 1982 ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Est approuvé l'accord de crédit de développement n° 1139 TO du quatrième projet routier (Fourth highway Project) d'un montant équivalent à seize millions quatre cent mille unités de droits de tirages spéciaux (DTS 16.400.000) en diverses monnaies, signé le 28 octobre 1981 entre la République togolaise et l'association internationale de développement (au siège de la banque mondiale).

Art. 2 — Le texte des contrats de prêt peut être consulté au ministère de l'économie et des finances (Lomé - Togo).

Art. 3 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 mars 1982

Général GNASSINGBE EYADEMA

**DECRET N° 82-90 du 31 mars 1982 portant relèvement des taux d'intérêt à servir aux déposants de la caisse d'épargne du Togo.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu les articles 15, 20, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi 60-22 du 20 juin 1960 portant création de la caisse d'épargne du Togo ;

Vu l'ordonnance n° 80-13 du 10 janvier 1980 modifiant et complétant la loi n° 60-22 du 20 juin 1960 ;

Vu l'ordonnance n° 13 du 23 juin 1969 autorisant la caisse d'épargne à effectuer directement les déplacements de ses fonds,

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Les taux d'intérêts à servir aux déposants de la caisse d'épargne du Togo pour l'exercice 1982-83 sont fixés comme suit :

— épargne-ordinaire 8%

— épargne-logement 7%

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 mars 1982

Général GNASSINGBE EYADEMA



DECRET N° 82-91 du 31 mars 1982 ordonnant la publication de l'avenant n° 1 à la convention générale de 1971 sur la sécurité sociale entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République française, signé à Lomé le 29 août 1980.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu l'ordonnance n° 82-01 du 24 février 1982 autorisant la ratification de l'avenant n° 1 à la convention générale entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République française sur la sécurité sociale du 7 décembre 1971, signé à Lomé le 29 août 1980,

#### DECRETE :

Article premier — L'avenant n° 1 à la convention générale entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République française sur la sécurité sociale du 7 décembre 1971, signé à Lomé le 29 août 1980 et dont la dernière des notifications concernant l'accomplissement dans les deux pays des procédures requises pour son entrée en vigueur a été faite le 12 mars 1982, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 mars 1982

Général GNASSINGBE EYADEMA

#### AVENANT N° 1

à la convention générale entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République française sur la sécurité sociale du 7 décembre 1971

Le gouvernement de la République togolaise et

Le gouvernement de la République française Soucieux d'améliorer la situation des ressortissants des deux pays dans le domaine social.

Ont, décidé d'aménager en conséquence la convention générale existante entre le Togo et la France sur la sécurité sociale et sont, à cet effet convenus des dispositions suivantes :

#### ARTICLE 1er

La réserve relative à l'assurance volontaire de la législation française figurant à l'article 2 paragraphe 1er 2(b) de la convention est modifiée ainsi qu'il suit :

« à l'exception des dispositions qui étendent la faculté d'adhérer à l'assurance volontaire aux personnes de nationalité française salariées ou non salariées, travaillant hors du territoire français. »

#### ARTICLE 2

La réserve relative à l'allocation de maternité de la législation française sur les prestations familiales figurant à l'article 2 paragraphe 1er 2 (d) de la convention est sup-

primée. En conséquence, cette dernière disposition doit se lire désormais :

d) la législation relative aux prestations familiales.

#### ARTICLE 3

L'article 4 paragraphe 1er (a) de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

Les travailleurs qui, étant occupés habituellement sur le territoire de l'une des Parties contractantes par une entreprise dont ils relèvent normalement, sont détachés par cette entreprise sur le territoire de l'autre Partie afin d'y effectuer un travail déterminé pour le compte de ladite entreprise, demeurent soumis à la législation de cette première Partie comme s'ils continuaient à être occupés sur son territoire, à condition que la durée prévisible du travail qu'ils doivent effectuer n'excède pas trois ans.

Si la durée du travail à effectuer se prolongeant en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée primitivement prévue, vient à excéder trois ans, la législation de la première Partie demeure applicable jusqu'à achèvement de ce travail, sous réserve de l'accord des autorités compétentes des deux Parties contractantes ou des autorités qu'elles ont déléguées à cet effet.

#### ARTICLE 4

Le paragraphe 1er et le paragraphe 2 de l'article 6 de la convention sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Paragraphe 1er — Les ressortissants de l'un ou l'autre Etat ont la faculté d'adhérer à l'assurance volontaire prévue par la législation de l'Etat où ils résident, compte tenu, le cas échéant, des périodes d'assurance ou équivalentes accomplies sous le régime de l'autre Etat.

Le paragraphe 3 de l'article 6 précité est maintenu sans changement de libellé, mais devient le paragraphe 2.

#### ARTICLE 5

L'article 15 de la convention est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. Si la durée totale de périodes d'assurances accomplies sous la législation d'une Partie contractante n'atteint pas une année, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes, sauf si la législation de cette Partie prévoit qu'un droit à prestation est acquis en vertu de ces seules périodes. Dans ce cas, le droit est liquidé de manière définitive en fonction de ces seules périodes.

2. Ces périodes peuvent être prises en considération pour l'ouverture des droits par totalisation au regard de la législation de l'autre Partie contractante dans les termes de l'article 13 de la présente convention, à moins qu'il n'en résulte une diminution de la prestation due au titre de la législation de ce pays. »

#### ARTICLE 6

Il est inséré au titre II chapitre II de la convention un nouvel article, article 16 bis, ainsi libellé :

« Les dispositions de la législation togolaise de sécurité sociale relatives au non cumul d'une prestation de vieillesse et de revenus professionnels, ne sont pas applicables aux assurés qui, cessent de résider sur le territoire de la République togolaise, bénéficient d'une pension de vieillesse acquise au titre de la législation togolaise et qui exercent une activité professionnelle sur le territoire de la République française. »

## ARTICLE 7

Le deuxième alinéa de l'article 17 de la convention est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

2. Lorsque le décès, ouvrant droit à l'attribution d'une pension de survivants, survient avant que le travailleur ait obtenu la liquidation de ses droits au regard de l'assurance vieillesse, les prestations dues aux ayants droit sont liquidées dans les conditions précisées aux articles 12 à 14.

3. Si, conformément à son statut personnel, l'assuré avait au moment de son décès plusieurs épouses, l'avantage dû au conjoint survivant est liquidé dès lors que l'une des épouses remplit les conditions éventuellement requises pour ouvrir droit à cet avantage :

a) Lorsque toutes les épouses résident au Togo au moment de la liquidation de l'avantage de réversion, celui-ci est versé à l'organisme de liaison togolais qui se détermine la répartition selon le statut personnel des intéressées.

Le versement est libératoire pour l'organisation débiteur.

b) Lorsque la condition de résidence énoncée au a) ne se trouve pas remplie, l'avantage est réparti, par parts égales, entre les épouses dont le droit est ouvert.

Une nouvelle répartition doit être faite chaque fois qu'une épouse réunit les conditions d'ouverture de droit.

La disparition d'une épouse ne donne pas lieu à une nouvelle répartition.

## ARTICLE 8

Le premier alinéa de l'article 28 de la convention est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les travailleurs salariés ou assimilés, de nationalité française ou togolaise occupés, sur le territoire de l'un des deux Etats peuvent prétendre pour leurs enfants résidant sur le territoire de l'autre Etat aux prestations prévues par législation du pays de résidence des enfants s'ils remplissent les conditions d'activité fixées par l'arrangement administratif. »

Le troisième alinéa de l'article 28 de la convention est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. Les enfants bénéficiaires des prestations familiales prévues au présent article sont les enfants à charge du travailleur au sein de la législation du pays de leur résidence. »

Le cinquième alinéa de l'article 28 de la convention est complété par la disposition suivante :

« Les Parties contractantes fixent d'un commun accord l'âge limite de versement de la participation forfaitaire. »

## ARTICLE 9

Le paragraphe 6 de l'article 32 de la convention est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Paragraphe 6 les dispositions des paragraphes 1er à 5 inclus du présent article sont applicables aux victimes en France d'un accident du travail survenu dans une profession agricole après le 1er juillet 1973 et qui transfèrent leur résidence au Togo.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un accident du travail survenu en France dans une profession agricole avant le 1er juillet 1973, le service des prestations en nature est effectué directement par l'employeur responsable ou l'assureur substitué ».

## ARTICLE 10

Le deuxième paragraphe de l'article 33 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Paragraphe 2. Lorsque les victimes d'un accident du travail survenu en France dans une profession agricole avant le 1er juillet 1973 transfèrent leur résidence au Togo, (le reste du paragraphe sans changement) ».

## ARTICLE 11

Un arrangement administratif complémentaire modifiant et complétant l'arrangement administratif général du 9 avril 1973 déterminera, en tant que de besoin, les modalités d'application des nouvelles dispositions de la convention générale, telles que résultent du présent avenant.

## ARTICLE 12

Le Gouvernement de chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui le concerne pour l'entrée en vigueur du présent avenant.

Celui-ci prendra effet le premier jour du mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Fait à LOME, le 29 août 1980  
en double exemplaire

Pour le Gouvernement de la République togolaise,  
signé : Nyandj Seibou NAPO  
membre du comité central  
Ministre de la fonction publique  
et du Travail du Togo

Pour le Gouvernement de la République Française,

signé : Son Excellence Monsieur  
Bertrand DESMAZIERES  
Ambassadeur de France au Togo

DECRET N° 82-92 du 6 avril 1982 portant nomination du haut commissaire au tourisme.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 16 ;  
Vu le décret n° 72-119 du 5 avril 1972 portant création d'un haut commissariat au tourisme ;

Vu le décret n° 74-94 du 15 mai 1974 portant rattachement du haut commissariat au tourisme à la Présidence de la République,

## D E C R E T :

Article premier — M. Kokou WORGOMEBU, ingénieur des travaux publics, est nommé haut commissaire au tourisme, en remplacement de M. Ayivi Gamélé d'ALMEIDA, remis à la disposition du ministère du plan et de la réforme administrative.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 avril 1982  
Général GNASSINGBE EYADEMA



**RECTIFICATIF du 25 mars 1982 au décret n° 81-20 du 20 février 1981 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un régent.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

AU LIEU DE :

Art. 3 — M. AYEVA Fousséni, régent du canton central de Tchaoudjo, percevra une indemnité annuelle de trois cent six mille (306.000) francs imputable au budget général gestion 1981 chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

LIRE :

Art. 3 — M. AYEVA Fousséni, adjoint administratif en service à la mairie de Sokodé, régent du canton central de Tchaoudjo, continuera exceptionnellement à percevoir pendant la durée de la régence, son traitement de fonctionnaire en activité, à l'exclusion de toutes autres indemnités notamment celles allouées aux chefs de canton.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, chapitre 14, article 5.

Le reste sans changement

Lomé, le 25 mars 1982

Général GNASSINGBE EYADEMA

#### APPROBATION DE COMPTES ADMINISTRATIFS ET DE BUDGETS ADDITIONNELS

Décret n° 82-78 du 25 mars 1982 — Le compte administratif de la préfecture de Kloto, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quarante huit millions neuf cent quatre vingt onze mille huit cent cinquante trois francs (48.991.853 francs).

En dépenses à la somme de : quarante quatre millions cent vingt sept mille huit cent soixante quatorze francs (44.127.874 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de quatre millions huit cent soixante trois mille neuf cent soixante dix neuf francs (4.863.979 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à : quatre cent cinquante mille trois cent trente cinq francs (450.335 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-79 du 25 mars 1982 — Le budget additionnel de la préfecture de Kloto, exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quatre millions huit cent soixante trois mille neuf cent soixante dix neuf francs (4.863.979 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-80 du 25 mars 1982 — Le compte administratif de la Préfecture des Lacs, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente huit millions cinq cent vingt cinq mille huit cent trente neuf francs (38.525.839 francs).

En dépenses à la somme de : vingt neuf millions neuf cent dix neuf mille deux francs (29.919.002 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : huit millions six cent six mille huit cent trente sept francs (8.606.837 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à : cinq millions trois cent quarante cinq mille six cent quarante six francs (5.345.646 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-81 du 25 mars 1982 — Le budget additionnel de la préfecture des Lacs, exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : huit millions six cent six mille huit cent trente sept francs (8.606.837 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-82 du 25 mars 1982 — Le compte administratif de la préfecture de Tone, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quatre vingt sept millions sept cent soixante six mille six cent quatre vingt neuf francs (87.766.689 francs).

En dépenses à la somme de : soixante sept millions quatre cent cinquante deux mille six cent quatre vingt six francs (67.452.686 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : vingt millions trois cent quatorze mille trois francs (20.314.003 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à Treize millions trois cent cinquante cinq mille cinq cent quatre vingt treize francs (13.355.593 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-83 du 25 mars 1982 — Le budget additionnel de la préfecture de Tone, exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : vingt millions trois cent quatorze mille trois francs (20.314.003 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-84 du 25 mars 1982 — Le compte administratif de la commune d'Aného, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : douze millions neuf cent cinq mille trois cent soixante trois francs (12.905.363 francs).

En dépenses à la somme de : huit millions sept cent vingt cinq mille six cent quatre vingt dix huit francs (8.725.698 francs) laissant apparaître un excédent de recettes

de : quatre millions cent soixante dix neuf mille six cent soixante cinq francs (4.179.665 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Sont approuvées, les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

#### ANNULATION DE CREDITS

Chapitre X — Dépenses diverses.

Art. 7 — Versement au budget général des retenues pour pension et parts contrib. de pension. . . . . 3.050

#### OUVERTURE DE CREDITS

Chapitre X — Dépenses diverses.

Art. 8 — Dépenses imprévues . . . . . 3.050

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à : huit millions deux cent cinquante mille cent vingt sept francs (8.250.127 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-85 du 25 mars 1982 — Le budget additionnel de la commune d'Aného, exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quatre millions cent soixante dix neuf mille six cent soixante cinq francs (4.179.665 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-93 du 7 avril 1982 — Le compte administratif de la préfecture de l'Ogou, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : cinquante trois millions sept cent quarante neuf mille six cent soixante cinq francs (53.749.665 francs).

En dépenses à la somme de trente cinq millions deux cent quarante trois mille quatre cent huit francs (35.243.408 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de : dix huit millions cinq cent six mille deux cent cinquante sept francs (18.506.257 francs), qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1981 s'élevant au total à : quatorze millions six cent neuf mille sept cent quatre vingts francs (14.609.780) francs sont annulés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-94 du 7 avril 1982 — Le budget additionnel de la préfecture de l'Ogou, exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix huit millions cinq cent six mille deux cent cinquante sept francs (18.506.257 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-95 du 7 avril 1982 — Le compte administratif de la préfecture d'Assoli, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de vingt millions trois cent quatre vingt six mille cinq cent trente et un francs (20.386.531 francs).

En dépenses à la somme de quatorze millions cent soixante dix neuf mille deux cent onze francs (14.179.211 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de six millions deux cent sept mille trois cent vingt francs (6.207.320 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à huit cent soixante dix huit mille quatre cent quatre vingt dix sept francs (878.497 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-96 du 7 avril 1982 — Le budget additionnel de la préfecture d'Assoli exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : six millions deux cent sept mille trois cent vingt francs (6.207.320 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-97 du 7 avril 1982 — Le compte administratif de la préfecture du Golfe, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quarante quatre millions cinq cent quarante sept mille cent vingt neuf francs (44.547.129 francs).

En dépenses à la somme de : trente trois millions cinq cent soixante deux mille quatre cent quarante neuf francs (33.562.449 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : dix millions neuf cent quatre vingt quatre mille six cent quatre vingts francs (10.984.680 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Sont approuvées les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

#### ANNULATION DE CREDITS

Chapitre X — Dépenses diverses.

Art. 5 — Cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale . . . . . 25.688

#### OUVERTURE DE CREDITS

Chapitre 7 — Services sociaux  
(Personnel)

Art. 3 — Dispensaires. . . . . 25.688

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à : trois millions cinq cent soixante quatre mille deux cent quatre vingt quinze francs (3.564.295 francs) sont annulés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-98 du 7 avril 1982 — Est approuvé, le budget additionnel de la préfecture du Golfe, exercice 1981, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix millions neuf cent vingt quatre mille six cent quatrevingts francs (10.984.680 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-99 du 7 avril 1982 — Le compte administratif de la préfecture de Doufelgou, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt huit millions neuf cent cinquante six mille cinq cent trente cinq francs (28.956.535 francs).

En dépenses à la somme de : vingt millions huit cent quarante trois mille quatre cent soixante onze francs (20.843.471 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : huit millions cent treize mille soixante quatre francs (8.113.064 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Sont approuvées, les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

#### ANNULATION DE CREDITS

##### Chapitre X — Dépenses diverses

Art. 5 — Cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale. . . . . 219.239

#### OUVERTURE DE CREDITS

##### Chapitre V — Service des travaux régionaux (personnel)

Art. 1 — Traitement principal et accessoire du personnel titulaire. . . . . 71.266

##### Chapitre VII — Service sociaux (personnel)

Art. 4 — Ambulance . . . . . 19.155

##### Chapitre X — Dépenses diverses

Art. 1 — Fêtes et réceptions publiques. . . . . 128.818  
219.239

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à quatre millions neuf cent quatre vingt quatre mille six cent soixante dix huit francs (4.984.678 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-100 du 7 avril 1982 — Le budget additionnel exercice 1981 de la préfecture de Doufelgou est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : huit millions cent treize mille soixante quatre francs (8.113.064 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-101 du 7 avril 1982 — Le compte administratif de la commune de Tsévié, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt trois millions quatre cent trente un mille six cent quatre vingt deux francs (23.431.682 francs).

En dépenses à la somme de : seize millions neuf cent dix huit mille sept cent quarante huit francs (16.918.748 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : six millions cinq cent douze mille neuf cent trente quatre francs (6.512.934 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1981.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à cinq millions six cent sept mille sept cent deux francs (5.607.702 francs) sont annulés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-102 du 7 avril 1982 — Le budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : sept millions trente mille sept cent soixante quatorze francs (7.030.774 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-103 du 7 avril 1982 — Le compte administratif de la commune d'Atakpamé, exercice 1980 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente six millions sept cent quatre vingt quinze mille trente six francs (36.795.036 francs).

En dépenses à la somme de : vingt neuf millions deux cent douze mille trois cent soixante treize francs (29.212.373 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : sept millions cinq cent quatre vingt deux mille six cent soixante trois francs (7.582.663 francs) qui sera reporté au budget additionnel de l'exercice 1981.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1980 s'élevant au total à : cinq millions deux cent quatre vingt dix huit mille huit cent cinquante sept francs (5.298.857 francs) sont annulés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 82-104 du 7 avril 1982 — Le budget additionnel de la commune d'Atakpamé exercice 1981 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : treize millions trois cent vingt six mille sept cent trois francs (13.326.703 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### AUTORISATION DE PAIEMENT

Décision n° 569/MEF/FCS du 4-5-82 — Est autorisé le paiement au profit du centre d'éducation ouvrière de la Kara CEOK, de la somme de trois millions cinq cent mille francs CFA (3.500.000 francs), représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement dudit centre au titre de l'année 1982.

Le montant de cette somme sera mandaté et viré au compte bancaire n° 3 250 005 domicilié à l'UTB - Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, code 08-chapitre 84-00-00-99.

Décision n° 571/MEF/FCS du 4-5-82 — Est autorisé le paiement au profit du centre d'éducation ouvrière de Lomé (CEOL), de la somme de cinq millions trois cent quatre vingt seize mille (5.396.000) francs CFA, représentant la contribution financière de l'Etat au budget de fonctionnement dudit centre au titre de l'année 1982.

Le montant de cette somme sera mandaté et viré au compte bancaire n° 36 400 023 - U domicilié à la BIAO à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982 code 08-chapitre 84-00-00-99.

Décision n° 579/MEF/FCS du 5-5-82 — Est autorisé le paiement au profit du centre de la construction et du logement (C.C.L.), de la somme de trente cinq millions huit cent trois mille cent vingt deux (35.803.122) francs CFA, représentant la contribution du Togo audit centre au titre de l'année 1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 125 ouvert dans les écritures du trésor public pour le C.C.L.

La dépense est imputable au budget général, code 08, chapitre 82-03-00-99, gestion 1982.

Décision n° 581/MEF/FCS du 5-5-82 — Est autorisé le paiement au profit du fonds de garantie de coopération de l'OCAM - FG.C.O., de la somme de quatre vingt seize millions sept cent mille (96.700.000) francs CFA, représentant le quote-part du Togo au « Capital Actions » dudit organisme au titre de l'année 1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 35-617-536-V domicilié à la BIAO, Paris, 9 Avenue Messine (France).

La dépense est imputable au budget général, code 08, chapitre 83-02-00-99, gestion 1982.

Décision n° 582/MEF/FCS du 5-5-82 — Est autorisé le paiement au profit du « centre africain et mauricien de perfectionnement des cadres (CAMPC) », de la somme de onze millions trois cent trois mille deux cent quatre vingt et un (11.303.281) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 CTE 400 121 M domicilié à la BIAO à Abidjan - République de Côte d'Ivoire.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, code 08, chapitre 83-02-00-99 (rubrique : contributions imprévues.)

Décision n° 585/MEF/FO du 5-5-82 — Est autorisé le virement de la somme de : quatre vingt sept mille cent quatre vingt sept francs (87.187) représentant le crédit de

fonctionnement et de matériel du comité national de Langue KABIYE pour la gestion 1982 - 2e Trimestre.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 167 ouvert au trésor, au profit du comité national de Langue KABIYE.

La dépense est imputable sur le code 25, chapitre 27, article 17, paragraphe 08 du budget général, gestion 1982.

Décision n° 586/MEF/FO du 5-5-82 — Est autorisé le virement de la somme de : quatre vingt sept mille cent quatre vingt sept (87.187) francs représentant le crédit de fonctionnement et de matériel du comité national de langue EWE pour le 2e trimestre 1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 173 ouvert au trésor, au profit du comité national de Langue EWE.

La dépense est imputable sur le code 25, chapitre 27, article 17, paragraphe 08 du budget général, gestion 1982.

Décision n° 615/MEF/FO du 6-5-82 — Est autorisé le virement de la somme de trente trois millions cinq cent mille (33.500.000) francs représentant la contribution de l'Etat pour l'entretien des installations diverses à la Maison du Rassemblement du Peuple Togolais à Kara.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 011 ouvert au trésor Public au nom du secrétaire administratif du R.P.T.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 62, article 00 du budget général, gestion 1982.

### SUBVENTION

Décision n° 626/MEF/FCS du 7-5-82 — Une subvention de quatorze millions (14.000.000) de francs CFA, est accordée aux établissements suivants :

collège technique commercial de Kloto -	
cpte UTB PA-0043 Kpalimé (Kloto). . . . .	1.000.000
collège technique commercial ORA et	
Labora - cpte BIAO n° 36.016.041 Y Lomé. . . . .	2.000.000
école nouvelle internationale - cpte BIAO	
n° 35080.342 P-Lomé. . . . .	5.000.000
collège technique Bruce-cpte BTCI	
n° 11-370-32 Lomé . . . . .	6.000.000
Total	14.000.000

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, rubrique 08-62-00-00-99 (dépenses diverses imprévues).

### DEBLOCAGE DE CREDITS

Décision n° 196/MEF/FO du 17-2-82 — Il est mis à la disposition de l'office national togolais du tourisme un crédit de : neuf cent mille (900.000) francs pour permettre au Togo de participer au Salon international du tourisme de Lausanne (Suisse) qui aura lieu du 20 au 28 février 1982.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. TAZZOU Kokou, régisseur comptable dudit office, qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur du budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 92, article 04 du budget général - gestion 1982.

Décision n° 534/MEF/FO du 28-4-82 — Il est mis à la disposition du trésorier-payeur du Togo la somme de quatre cent millions (3.000.000) de francs pour permettre au Togo de participer

- à la foire internationale de Paris du 29-4 au 9-5-82
- au forum des Nations à Bruxelles du 7 au 16-5-82
- à la foire internationale de Bordeaux du 15 au 25-5-82

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. TAZZOU Kokou, régisseur comptable dudit office qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur du Budget Général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 92, article 04 du budget général - gestion 1982.

Décision n° 613/MEF/FO du 5-5-82 — Il est mis à la disposition du trésorier-payeur du Togo la somme de quarante deux millions sept cent trente quatre mille deux cent quatre vingt treize (42.734.293) francs pour la régularisation des dépenses relatives à la célébration de la fête de la libération nationale (13 Janvier 1982).

Cette somme sera mandatée au nom du Trésorier-Payeur du Togo.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 62, article 00 du budget général - gestion 1982.

Décision n° 623/MEF/FO du 7-5-82 — Il est mis à la disposition de M. KOUDOYOR D. Folly, contrôleur financier du budget général, membre de la délégation togolaise qui se rend aux assises du conseil africain de la comptabilité à Lagos du 10 au 15-5-82, un crédit de : trois cent quatre vingt quatre mille (384.000) francs, pour complément de frais de séjour de 2 personnes.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. KOUDOYOR D. Folly.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 62, article 00 du budget général, gestion 1982.

Décision n° 634/MEF/FO du 10-5-82 — Il est mis à la disposition du service du matériel transit un crédit de : trois cent cinquante millions (350.000.000) de francs pour régler les états d'électricité de la gestion 1981.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 62, article 00 du budget général, gestion 1982.

Décision n° 636/MEF/FO du 10-5-82 — Il est mis à la disposition de M. Yaya MALOU, directeur de l'école de police, membre du bureau Politique, un crédit de : quatre cent mille (400.000) francs pour l'entretien de son Hôtel pendant l'année 1982.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 62, article 00 du budget général - gestion 1982.

Décision n° 637/MEF/FO du 10-5-82 — Est autorisé le déblocage d'un crédit de : sept cent dix mille six cents (710.600) francs au profit des établissements Mathia et Fils.

Cette somme qui représente le coût des travaux de badigeon peinture et réparations du bâtiment annexe de l'ancien trésor de Lomé, sera virée au compte n° 4804 ouvert auprès de l'U.T.B. LOME.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 62, article 00 du budget général, gestion 1982.

#### NOMINATIONS

Arrêté n° 181/MEF du 12-5-82 — M. EDOH Agbéwoa-nou, inspecteur des douanes de 2e classe 4e échelon est nommé directeur général adjoint de l'administration des douanes.

M. KOMEDJA Kokouvi, inspecteur des impôts de 1re classe 2e échelon est nommé directeur général adjoint des contributions directes.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 182/MEF du 12-5-82 — M. ATSU Kokou Etoh, aide-comptable, chargé du mandatement des saïaires et soldes à la direction des finances, est nommé directeur adjoint du service administratif et financier, C.A.S.E.F. au cabinet du ministre de l'économie et des finances.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

#### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

#### PROMOTIONS

Arrêté n° 481/MTEP du 15-4-82 — M. KUEVI-AKOE Assiongbor, n° Mle 48-PET, professeur de 3e classe 2e échelon, du cadre du personnel de l'enseignement, est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

9-12-1976, Professeur de 3e classe 3e échelon

17-5-1977, radiation

1-12-1977, reprise de fonction (AC : 5 mois 8 jours)

23-6-1979, professeur de 3e classe 4e échelon  
(AC : néant).

M. KUEVI-AKOE Assiongbor est promu au grade de professeur de 2e classe 1er échelon à compter du 23 juin 1981.



Arrêté n° 488/MTFP du 19/4/82 — Les fonctionnaires ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, sont promus au grade supérieur dans les conditions suivantes :

*Corps des Médecins, pharmaciens et chirurgiens dentistes (cat. A1)*

*Au 1er échelon du grade de médecin en chef*

- 16-9-81 — DEVO Vignon  
16-9-81 — AGBEKPONOU Kokou  
médecins ord. 4e échelon

*Corps des sages-femmes (cat B)*

*Au grade de sage-femme de classe exceptionnelle*

- 1-1-80 — BENISSAN-GBIKPI, née JOHNSON E. K. Dodji,  
sage-femme principale 3e échelon

*Au 1er échelon du grade de sage-femme principale*

- 20-1-81 — KAVEGUE Ayoko, née ADJOMAYI, sage-femme  
de 1ère classe 3e échelon

*Corps des agents techniques (cat B)*

*Au grade d'agent technique de classe exceptionnelle*

- 1-1-80 — KOUÉVI Adadevi, agt tech. ppal 3e échelon

*Au 1er échelon du grade d'agent technique de 1ère classe*

- 17-10-80 — KOUDAYA Akossiwa, née SEMEGA-DJAGADOU,  
Agt. tech. de 2e classe 4e échelon

- 7- 3-78 — KOUÉVI Apéléti Minékpo, agt. tech. de 2e  
classe 4e échelon

- 17-10-80 — LAWSON Sitou, agt tech. de 2e cl. 4e éch.

*Corps des infirmiers d'Etat (cat C)*

*Au grade d'infirmier d'Etat principal de classe exceptionnelle*

- 1-7-80 — LAWSON Latévi D. Assion, inf. d'Etat ppal.  
3e échelon

- 1-1-81 — BANNERMAN Ayaba, inf. d'Etat ppal 3e éch.

- 1-1-81 — ZAMBA Ahouenyuie, inf. d'Etat ppal 3e éch.

- 1-7-81 — Amegavi Kokou Agbewoanou, inf d'Etat ppal.  
3e échelon

*Au 1er échelon du grade d'infirmier d'Etat principal*

- 1- 7-79 — SIEKA Nassoma Issaka, inf. d'Etat de 1ère  
classe 3e échelon

- 1-11-80 — KAMBRE Lamah, inf. d'Etat de 1ère cl. 3e éch.

*Au 1er échelon du grade d'infirmier d'Etat de 1ère classe*

- 1- 1-79 — KOMBATE Ulyett,

- 1- 1-79 — EWOTOKPO Aholou, " "

- 1-1-79 — NADA Magah,  
inf. d'Etat de 2e cl. 4e éch.

*Corps des assistants d'hygiène d'Etat (cat C)*

*Au grade d'assistant d'hygiène d'Etat de classe exceptionnelle*

- 1- 9-81 — SENYO Klevor Yevogan Koffi, assist. d'hyg  
d'Etat ppal 3e éch.

*Au 1er échelon du grade d'assistant d'hygiène d'Etat principal*

- 1-11-80 — SESSOU Kolan, assist. d'hyg. d'Etat de 1ère  
classe 3e échelon

*Corps des aides-sanitaires adjoints (cat D)*

*Au 1er échelon du grade d'aide sanitaire ordinaire*

- 24-4-80 — HAYIBIA Boukpata, aide sanitaire adjt 4e éch.

Les intéressés ci-après désignés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

*Corps des infirmiers d'Etat (cat C)*

*Au 2e échelon du grade d'infirmier d'Etat principal*

- 1- 7-81 — SIEKA Nassoma Issaka, inf. d'Etat ppal 1er  
échelon

*Au 2e échelon du grade d'infirmier d'Etat de 1ère classe*

- 1- 1-81 — KOMBATE Ulyett, inf. d'Etat de 1ère classe  
1er échelon

- 1- 1-81 — EWOTOKPO Aholou, inf. d'Etat de 1ère classe  
1er échelon

- 1- 1-81 — NADA Nagah, inf. d'Etat de 1ère cl. 1er éch.

Arrêté n° 564/MTFP du 5-5-82 — Mme DJALLA Essodolom, née TALLE n° mle 004999-R, sage-femme de 2e classe 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, est promue au grade de sage-femme de 1ère classe 1er échelon à compter du 1er août 1981.

Arrêté n° 568/MTFP du 5-5-82 — M. EZOU Kossi Amégadoh, n° mle 005979-D, aide-statisticien de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, est promu au grade d'aide-statisticien de 1ère classe 1er échelon à compter du 21 février 1981.

M. EZOU Kossi Amégadoh, n° mle 005979-D, aide-statisticien de 1ère classe 1er échelon (catégorie B-indice 1150) du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, titulaire du diplôme d'ingénieur des travaux statistiques de l'institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée de Kigali (Rwanda) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de trois ans, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur des travaux statistiques de 2e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200) à compter du 3 août 1981, date de retour du stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 8, paragraphe 8 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 21 février 1981, date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans son corps de provenance.

Arrêté n° 569/MTFP du 5-5-82 — M. ATAYI Amaté Mawussi, n° mle 002945-T, instituteur principal 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur principal de classe exceptionnelle à compter du 1er janvier 1976.

**ADMISSIONS**

Arrêté n° 478/MTFP du 14-4-82 — Les candidats ci-après désignés diplômés de l'école nationale d'agriculture de Tové sont nommés dans le cadre des fonctionnaires



de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre du développement rural.

- ANIPPAH Ayawo (chapitre 20, article 8, paragraphe 3)
- ANAKPA Koffi (chapitre 20, article 8, paragraphe 13)
- ASSI Aguèou Gninou (chapitre 20, art. 8, paragraphe 13)
- AFETO Massanwa (chapitre 20, art. 8, paragraphe 14)
- DJINADJI Kouami (chapitre 20, article 8, paragraphe 14)
- DJAKA Kodjo Avoumatsodo (chapitre 20, article 13)
- FIAKLI Komla Lolonyo (chap. 20, article 21, paragr. 1)
- GAE Kodjovi Enam (chap. 20, art. 21, paragraphe 1)
- HOUNGUES Akouvi Mawussé (chapitre 20, article 6)
- KPELI Abravi (chapitre 20, article 21 paragraphe 1)
- KANKANDJA Kondandja (chap. 20, article 21 paragr. 1)
- KWADJO Kwadjovi Djifa (chap. 20, art. 21 paragr. 1)
- KISSI Komlan Séméfi (chap. 20, art. 21, paragr. 14)
- LOLONYO Ayéwonu (chapitre 20, article 21, paragr. 14)
- LEM Komlan (chapitre 20, article 21 paragraphe 14)
- MESSAVI Kokuvi Adziédofiamé (budget S.R.C.C.)
- BOROZE Bdaby (chapitre 20, article 21, paragraphe 4)
- MIHLUEDO Akouété (chapitre 20, article 21, paragr. 15)
- PAKLA N'Défédora Kokou (chap. 20, art. 21 paragr. 16)
- POSIA Abalossiyou Pakoushou (budget S.R.C.C.)
- SAMA Nikabou (chapitre 20, article 14)
- TCHALLA-KATANGA Paganao (chapitre 20, article 6)
- DAKEY Komivi (budget S.R.C.C.).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 482/MTFP du 15-4-82 — En attendant la parution du statut particulier du personnel des archives et de la bibliothèque, M. YEKPLE Djilan Kouma, titulaire du diplôme du premier cycle de la licence en droit de la faculté de droit et des sciences politiques et économiques de Tunis (Tunisie) et du diplôme de bibliothécaire-documentaliste adjoint du cycle de formation et de perfectionnement de l'école nationale d'administration de Tunis est nommé dans la catégorie A2 en qualité de bibliothécaire-documentaliste de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (indice 1100).

M. DOBOU Kwadzo Sedem et FATONZOUN Mawutoè, titulaires de la licence et de la maîtrise en sciences économiques de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'Université du Bénin, sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100).

Les intéressés sont mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 30, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 487/MTFP du 15-4-82 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300)

et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique :

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 3*

- LOUYENE Bocktynal (licence ès-lettres-option : géographie de l'U.B.)

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 4*

- ADA Kwami Wolali (licence de sciences naturelles de l'U.B.)

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 13*

- OUADJA-BOUGONOU Tchontchoko (licence ès-lettres-option géographie de l'U.B.)

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 14*

- NEGLO Yawo Mawuli (licence de sciences naturelles de l'U.B.).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 493/MTFP du 19/4/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de maître d'éducation physique et sportive session de juin 1981, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maîtres d'éducation physique et sportive de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, de la culture et des sports (chapitre 34, article 4, exercice 1981 du budget général) :

- AZIATO Dovi Kodjo Agbénoxévi
- D'ALMEIDA Ayikoé Ata
- GAYAKPA Koffi.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 494/MTFP du 19-4-82 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2 du budget général) :

*Attachés d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100)*

WELLA Essoh (baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de l'école nationale d'administration d'Algérie)

WOAKE Koffi Ouyi (baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de l'école nationale d'administration d'Algérie)

*Secrétaires d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B-indice 750)*

BRUCE Akoko Akofa (baccalauréat de l'enseignement du second degré série G 3)

APEDO Kossikuma Semenyo (baccalauréat de l'enseignement du second degré série G1)

AMEGAH Sedalom Komla (baccalauréat de l'enseignement du second degré série G2)

AWUYE Kwami (baccalauréat de l'enseignement du second degré série G 2)

AGBO Yaovi Bayédjè (baccalauréat de l'enseignement du second degré série G 2)

*Adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600)*

EDORH Nyonufia Kingbédé (brevet d'études du premier cycle + brevet d'études professionnelles)

*Adjoints administratifs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550)*

ZOBLEWOU Kossi Azéglo (brevet d'études professionnelles)

TOGBETSE Essivi Ayédji (brevet d'études du premier cycle du second degré + attestation d'inscription au baccalauréat série G 1).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 495/MTFP du 19-4-82 — M. MENSAH Koffi Enam, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'études supérieures spécialité éducation physique et sport de l'institut d'éducation physique et sport de Bucarest en Roumanie est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A 1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 4 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 496/MTFP du 19-4-82 — En attendant la parution du statut particulier des comptables mécanographes, les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes dans la catégorie C en qualité de comptables mécanographes de 2e classe 2e échelon stagiaires (indice 600) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 13 du budget général) :

— MENSAH Afantchao (certificat d'aptitude professionnelle + brevet d'études professionnelles spécialité = comptable mécanographe).

— DOSSOU Yawo Elémawussi (certificat d'aptitude professionnelle + brevet d'études professionnelles + attestation d'inscription au bac).

— TOHONOU Mensah Coudjo Dodji BEPC + CAP + brevet d'études professionnelles comptable mécanographe).

— TETE-BENISSAN Etè (brevet d'études professionnelles + attestation d'inscription au bac série G 2).

— DORGBLEY Kossi Butsome (brevet d'études professionnelles + attestation d'inscription au bac série G 2).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 497/MTFP du 19-4-82 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires des mines et de la géolo-

gie en qualité d'ingénieurs-géologues de 3e classe 2e échelon stagiaires (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 38, article 4, paragraphe 1 du budget général)

— ASSIH-EDEOU Paloukimondome (diplôme d'ingénieur des mines-géologue de l'institut des mines de Lénin-grad-URSS).

— AKOUETE Kossi Eyram (diplôme d'état d'ingénieur de l'institut national des hydrauliques et de la chimie de Boumerdes (ALGER)).

— WOLEDJI Yao Ubuenale (diplôme d'ingénieur des mines-géophysicien) de l'institut des mines de Lénin-grad (G.V. Plekhanov)-U.R.S.S.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 498/MTFP du 19-4-82 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique.

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 2 du budget général*  
ADJOGAH Kwassi Biova (licence ès-lettres-option : lettres moderne + maîtrise C1 de littérature africaine et comparée de L'U.B.).

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 3*  
NOVIEKOU Mawuli (licence ès-lettres-option : anglais de L'U.B.)

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 7*  
HUNLEDE Kokoè (licence de sciences naturelles de l'UB)

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 8*  
KUMAZA Kossi Mensa (licence ès-lettres-option : anglais de l'U.B.)

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 9*  
DADJA Bawilou (licence ès-lettres-option : philosophie et sciences sociales appliquées et maîtrise C1 de philosophie de l'U.B.).

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 9*  
ASSIGBLEY Kodjo (diplôme d'ingénieur technologues-section : génie civil option : constructions civiles de l'U.B.)

LAWSON Latévitukui Chroko (licence de mathématiques de l'U.B.)

*Chapitre 26, article 13, paragraphe 24*  
AGBOTSE GBONFOUN Ayawo (licence ès-lettres : option : philosophie et sciences sociales appliquées de l'U.B.)

*Chapitre 26, article 14, paragraphe 2*  
KPODJI Koffi (diplôme d'ingénieur technologue-section de génie civil-option constructions civiles de l'U.B.).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 561/MTFP 3-5-82 — M. ABBY N'DJELE Gnassingbé et TCHAMDJA Kodjo, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 563/MTFP du 4-5-82 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

*Instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C - indice 550)*

ALIPUI Améve Djinedjomi (C.A.M. + C.E.A.P. session de 1979)

DOUMENYO AGBOLETE Essè (CEAP session de 1978)

*Instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C - indice 550)*

ANTENA Ario (B.E.P.C.)

BATAMA Norokou (B.E.P.C.)

BONFOH Napo M'Ba (B.E.P.C.)

FOLEY Kokoè Kékély (B.E.P.C.)

KPETO Fogan (BEPC + attestation d'inscription au baccalauréat)

AGOUDAVI Massan (B.E.P.C.)

DEGBEVI Amévi (B.E.P.C.)

Une bonification d'ancienneté d'un an cinq mois vingt neuf jours (1a 5m 29j) est accordée à M. DOUMENYO pour ses services antérieurs accomplis du 1er janvier 1979 au 30 mars 1981 inclus dans l'enseignement catholique conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 570/MTFP du 5-5-82 — Est rapporté l'arrêté n° 410/MJ/FP/T du 26 mars 1976 portant nomination.

M. EDOH Koffi Wodéba, n° mle. 022233-B, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-employé de bureau) et qui a réuni plus de cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 18 avril 1975 et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 8, paragraphe 5 du budget général).

La situation administrative de M. EDOH est reprise comme suit :

18-4-1975	—	adjt adif de 2e classe 1er échelon
18-4-1977	"	" " 2e éch.
18-4-1979	"	" " 3e éch.
18-4-1981	"	" " 4e éch.

M. EDOH dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve, à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 571/MTFP du 5-5-82 — Mlle KLOUVI Afamba, n° mle 036545-T, monitrice permanente d'enseignement ménager de 4e catégorie échelle C en service au C.E.G. Tokoin Est à Lomé, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP arts ménagers) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) à compter du 13 septembre 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24 article 13 paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue du salaire à compter du 13 septembre 1981.

Arrêté n° 572/MTFP du 5-5-82 — Est rapporté l'arrêté n° 945/MJFPT du 29 septembre 1976 portant nomination de Mlle JOHNSON Ablanyo.

En attendant la parution du statut particulier des assistants sociaux, mademoiselle JOHNSON Ablanyo titulaire du diplôme d'assistante sociale et éducatrice des adultes de l'Université aux Etudes de Rome (République Italienne) est nommée dans la catégorie A2 en qualité d'assistante sociale de 2e classe 1er échelon (indice 1100) à compter du 17 mars 1976 et mise à la disposition du ministre des affaires sociales et de la condition féminine (chapitre 40, article 4 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de quatre ans un mois douze jours (4a 1m 12j) est accordée à l'intéressée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent hospitalier et d'assistante sociale auprès de la préfecture de police et de l'Association Aurore à Paris du 1er octobre 1969 au 4 décembre 1975 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de Mlle JOHNSON Ablanyo est reprise comme suit :

17-3-76	—	assistante sociale de 2e classe 1er échelon + 4 a 1 m 12 j bonification.
17-3-76	—	assistante sociale de 2e classe 2e échelon + 2 a 1 m 12 j bonification.
17-3-76	—	assistante sociale de 2e classe 3e échelon + 1 m 12 j bonification.
5-2-78	—	assistante sociale de 2e classe 4e échelon (bonification épuisée)
5-2-80	—	assistante sociale de 1ère classe 1er échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde à compter du 8 août 1980.

Arrêté n° 573/MTFP du 5-5-82 — M. UKOH Koffi Mensah, titulaire du diplôme d'ingénieur des mines-géologue de l'institut des mines de Kriwoï Rog (URSS) est nommé dans le cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie en qualité d'ingénieur-géologue de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1450) et mis à

la disposition du ministre des travaux publics, mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 38, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 574/MTFP du 5-5-82 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de laboratoire, MM. AMONA Pibulaki Limdèpiè et ASSION-GBON Messan Migan Sényé, titulaires du diplôme universitaire de technicien supérieur de laboratoire et des sciences bio'ogiques, sont nommés dans la catégorie A2 en qualité de techniciens supérieurs de Laboratoire de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de leur date de prise de service et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

#### INTEGRATIONS

Arrêté n° 485/MTFP du 15-4-82 — M. HOUNKPATI Kossi Kpadé, n° m/e 007106-U, agent des installations

électro-mécaniques, de 2e classe 4e échelon (catégorie C-indice 700) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle d'une durée de dix huit (18) mois en République fédérale d'Allemagne, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de contrôleur des installations électro-mécaniques (catégorie B-indice 750) à compter du 9 juin 1980, date de retour de stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 6, article 10 du budget général).

Arrêté n° 492/MTFP du 19-4-82 — Les infirmiers et infirmières d'Etat (catégorie C) ci-après désignés, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, admis à l'examen de fin de troisième année de l'école nationale des auxiliaires médicaux de Lomé, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'agents techniques (catégorie B) à compter du 1er août 1980 dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle (chapitre 22, article 5 du budget général).

Nom et Prénoms	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Date de la titularisation	Nouveau grade et indice	Date du prochain avancement
MAWUSSI Kodjo Sename	Inf. d'Etat ppal 2e échelon (950)	1-12-79	—	Agent technique de 2e cl. 3e éch. (indice 950)	1-12-81
MAWOUSI Tchanguï	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		7-8-79	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
NETCHENAWO Adjoa	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		6-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
MEGBEWOKPO Koffi Blewusi	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		6-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
KOUASSI Adjoavi Lawoè Akpedjé	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		8-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
AKAKPO Ayéfouni Iyatam	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		9-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
KOUGNOKIDI Atoyodi	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		10-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
TAMA Balawi	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		13-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
SEWODO DO-Komla Kanazogo	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		14-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
MESSAN Kokou	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		16-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
FIKOU Yaya Bilighan	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		16-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
ADJAI Akoko Flawa née WILSON	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		16-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
TOUREY Asmiou N'Djamawey	Inf. d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)		10-8-80	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
EDOH Codjovi	Inf. d'Etat de 2e cl. 1er éch. (ind. 550)		7-8-79	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82
ADAMA-BOUKARI Assanatou	Inf. d'Etat de 2e cl. 1er éch. (ind. 550)		14-8-79	Agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 8-82

M. MAWUSSI Kodjo Sename est élevé au 4e échelon de son grade (indice 1050) à compter du 1er décembre 1981.

Arrêté n° 513/MTFP du 20-4-82 — En attendant la parution du statut particulier des attachés de justice, M. do REGO Moudacirou, n° mle. 005292-E, greffier principal de classe exceptionnelle (catégorie B-indice 1750) est intégré à titre exceptionnelle dans la catégorie A2 en qualité d'attaché de justice principal 1er échelon (indice 1800) à compter du 1er juillet 1981 et reste mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 6 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 1er janvier 1972 date d'effet de la dernière promotion dans le corps de provenance.

La situation administrative de M. do REGO Moudacirou est reprise comme suit :

1-7-1981 — attaché de justice ppl. 1er éch. AC. 9a 6m  
1-7-1981 — attaché de justice ppl. 2e échelon AC. 7a 6m  
1-7-1981 — attaché de justice ppl. 3e échelon AC. 5a 6m  
1-7-1981 — attaché de justice ppl. de C.E. AC. 3a 6m (indice 2100)

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er janvier 1982, au point de vue de la solde.

Arrêté n° 565/MTFP du 5-5-82. — M. DEGBE Amah Koffi, n° mle 004889-T, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (CAP CFENENI) session d'octobre 1980, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1er janvier 1981, et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 19 septembre 1979 date de son dernier avancement dans son corps de provenance.

M. DEGBE Amah Koffi est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 19 septembre 1981.

Arrêté n° 566/MTFP du 5-5-82 — M. APALOO Fofokomlan, n° mle 108762-C, professeur des CEG de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de maîtrise en droit de l'Université du Bénin à la session de juin 1980, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 1er juillet 1980.

M. APALOO reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 14, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 567/MTFP du 5-5-82 — M. HILLAH Ayih Ayité n° mle. 017037-F, adjoint technique de 2e classe 3e échelon (catégorie C-indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de l'école pour la formation de spécialistes de la faune - cycle I - de Garoua (République Unie du Cameroun), est

intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 2 juin 1981 date de retour de stage et reste mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 4 du budget général).

## TITULARISATIONS

Arrêté n° 295/MTFP du 16-3-82 — Les ingénieurs de 2e classe 2e échelon stagiaires, (catégorie A2) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter du 15 juillet 1981 et conservent chacun une ancienneté d'un an :

— ADZE Kossi Ganyaglo  
— AFIDEGNON Koffi

Arrêté n° 296/MTFP du 16-3-82 — Les techniciens supérieurs de la navigation maritime de 2e classe 1er échelon stagiaires (cat. B) ci-après désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter du 13 novembre 1981 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

— DJAHLIN Koté Agbemenyanwo  
— DOGBO Yawovi Yao Goe-Ho  
— KOUEVIDJIN Ekoué Lébéné Gayewanou  
— LEBGAZA Alfa

Arrêté n° 472/MTFP du 13-4-82 — M. TOFFA Komlan, n° mle 11812-N, documentaliste de 2e classe 1er échelon stagiaire (cat. A2), qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 27 juillet 1981 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 476/MTFP du 13-4-82 — Les ingénieurs de 2e classe 2e échelon stagiaires (cat. A1) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

4-8-81 — EGBARE Awadi Kabièdjada Wiyao  
6-8-81 — DJIFA Komi Kolètigo

Arrêté n° 479/MTFP du 14-4-82 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

*Corps des sages-femmes (cat. B)*

21-8-79 — EHO Ama Bumekpo



- 21-8-79 — BIRREGAH, née BABALIMA  
Matomsouwe Banibé  
24-8-79 — AGLOUBOE Esinou Dodji  
24-8-79 — OKEBIYI Adjowa Omoni  
4-9-79 — WILSON Adjélégan Sénam  
4-9-79 — GANDI, née KABLEGNON Akuavi  
Miazobua  
sages-femmes de 2e classe 1er échelon

*Corps des agents techniques (cat. B)*

- 1-8-79 — AMAH La'atom  
1-8-79 — BADASSAN Ana Agnidouféi  
2-8-79 — BAPO Ayi Mawuena  
3-8-79 — ALOU Malomandi Monzolim  
4-8-79 — MIDODJI Akouavi  
4-8-79 — DJEDU Koffi Hotsonyame  
7-8-79 — MIHESSO Kossivi  
7-8-79 — FADMA Bêgou  
7-8-79 — FOLLY Kodzo Agbenya  
8-8-79 — GBEKE Djogbé Esséinan  
8-8-79 — SAMATY Tchaké  
8-8-79 — KONZAWO K. Badassé Bozy-Gnady  
9-8-79 — ABODA Kossi Kuma  
9-8-79 — NAPPORN Kanlé Ejronu  
9-8-79 — PALANGA Lazabalo Edjamfeïtom  
14-8-79 — ADAMBOU Afoutou  
14-8-79 — TATOUNOU-SESSINOU Agbényigan  
14-8-79 — TCHAKOURA Issou-Wavana  
14-8-79 — N'GOUTO Balakiyem Biriziwè  
14-8-79 — MESSAN Ayayi  
14-8-79 — WUKANYA Mensah Yawo  
14-8-79 — BAGNA Sanda Kossi  
14-8-79 — ABLI Naka Biniwè  
14-8-79 — COMLAN Adeh-Dédji Adenka  
14-8-79 — ANIDOU Powogoum  
15-8-79 — ADJA Monoga Téhédié  
16-8-79 — ADJOH Afiwa Ahuefa, née MENSAN  
11-9-79 — DJENI Yawo  
7-8-80 — FIATY Anani Amékudzi  
10-8-80 — ASSOH Bydamanwè  
10-8-80 — ALOSSE-ALOLENU Matuwo  
10-8-80 — KATAWA N'Déga  
14-8-80 — KAYINA Wèla  
agents techniques de 2e classe 1er éch.

*Corps des infirmiers d'Etat (cat. C)*

- 14-8-79 — HEGBO Sélétié Kwamivi Vidaho, infir.  
d'Etat de 2e classe 2e échelon

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes (AC épuisée)

*Corps des sages-femmes (cat. B)*

*Au 2e échelon du grade de sage-femme de 2e cl.*

- 21-8-80 — AHO Ama sage-femme de 2e classe  
1er échelon  
21-8-80 — BIRREGAH, née BABALIMA  
Matomsouwè Banibé  
24-8-80 — AGLOUBOE Esinou Dodji  
24-8-80 — OKEBIYI Adjowa Omoni  
4-9-80 — WILSON Adjélégan Sénam  
4-9-80 — GANDI, née KABLEGNON Akuavi  
Miazobua  
sages-femmes de 2e classe 1er échelon

*Corps des agents techniques (cat. B)*

*Au 2e éch. du grade d'agent technique de 2e cl.*

- 1-8-80 — AMAH La'atom  
1-8-80 — BADASSAN Ana Agnidouféi  
2-8-80 — BAPO Ayi Mawuena  
3-8-80 — ALOU Malomandi Monzolim  
4-8-80 — MIDODJI Akouavi  
4-8-80 — DJEDU Koffi Hotsonyame  
7-8-80 — MIHESSO Kossivi  
7-8-80 — FADMA Bêgou  
7-8-80 — FOLLY Kodzo Agbenya  
8-8-80 — GBEKE Djogbé Esséinan  
8-8-80 — SAMATY Tchaké  
8-8-80 — KONZAWO K. Badassé Bozy-Gnady  
9-8-80 — ABODA Kossi Kuma  
9-8-80 — NAPPORN Kanlé Ejronu  
9-8-80 — PALANGA Lazabalo Edjamfeïtom  
14-8-80 — ADAMBOU Afoutou  
14-8-80 — TATOUNOU-SESSINOU Agbényigan  
14-8-80 — TCHAKOURA Issou-Wavana  
14-8-80 — N'GOUTO Balakiyem Biriziwè  
14-8-80 — MESSAN Ayayi  
14-8-80 — WUKANYA Mensah Yawo  
14-8-80 — BAGNA Sanda Kossi  
14-8-80 — ABLI Naka Biniwè  
14-8-80 — COMLAN Adeh-Dédji Adenka  
14-8-80 — ANIDOU Powogoum  
15-8-80 — ADJA Monoga Téhédié  
16-8-80 — ADJOH Afiwa Ahuefa, née MENSAN  
11-9-80 — DJENI Yawo  
7-8-81 — FIATY Anani Amékudzi  
10-8-81 — ASSOH Bydamanwè  
10-8-81 — ALOSSE-ALOLENU Matuwo  
10-8-81 — KATAWA N'Déga  
14-8-81 — KAYINA Wèla  
agents techniques de 2e classe 1er éch.

*Corps des infirmiers d'Etat (cat. C)*

*Au 3e échelon du grade d'infirmier d'Etat  
(cat. C)*

- 14-8-80 — HEGBO Sélétié Kwamivi, infirmier d'Etat  
de 2e classe 2e échelon.

Arrêté n° 483/MTFP du 15-4-82 — M. MOUTCHOU Adjabadon Akowé, n° mle 025151-Z, greffier de 2e classe 1er échelon stagiaire (cat B) du cadre du personnel judiciaire, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 1er juin 1981 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade pour compter du 1er juin 1982 (AC épuisée).

Arrêté n° 486/MTFP du 15-4-82 — Les instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI) session des 11 et 12 octobre 1979, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes à compter du 1er janvier 1980 :

TSOGBE Koffi Mawuliplim, AC. 3 mois 14 jours  
KETAKOU Akou'a Powonki, AC 3 mois 14 jours.



TCHAGBELE SOUROU-TAWI Djéribou, AC. 3 mois 14 jours  
 BITENIWOE Essonana, AC. 3 mois 14 jours  
 AGBEKPONOU Adjo Kodjovi, AC. 3 mois 13 jours  
 KLIKAN Kouamivi, AC. 3 mois 14 jours  
 HOUNSOU Komi, AC. 3 mois 14 jours  
 EKOLOWONOU Zétudu Uwolowudu, AC. 3 mois 14 jours  
 LARE Lamboni, AC. 3 mois 14 jours  
 LAWANI Kossiwa, née WELEKETI, AC. 3 mois 14 jours  
 KOSSI AGBELI Koffi Togbenya, AC. 3 mois 14 jours  
 DAKOU Koffi Agbemenyo, AC. 3 mois 14 jours  
 KOMBATE Lalle, AC. 3 mois 14 jours  
 PAMASSI Bako, AC. 3 mois 14 jours  
 KALIWA Bègra Akpéa, AC. 3 mois 14 jours  
 HOMENYA Kwami Agbévè, AC. 3 mois 14 jours  
 BOSSOU Déwouna, AC. 3 mois 14 jours  
 DEGBE Komi Ayéché, AC. 3 mois 14 jours  
 GUIDIMAKPEZAN K. Agbessignale, AC. 3 mois 14 jours  
 KUEVI-AKOE-AYIGAN Têko Elavanyo, AC. 3 mois 14 jours  
 GONÇALVES Kossi Tchikou, A.C. 3 mois 10 jours  
 DJOSSOU Komia, A.C. 3 mois 14 jours  
 AYEGBEMI Abo'adja Ikpèrikpo, AC. 3 mois 14 jours  
 TAMEGNON Fatouma, AC. 3 mois 14 jours  
 YAMBA Miyawa, née KABRANE, AC. 3 mois 11 jours

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade à compter des dates suivantes : (AC. néant)

17-9-81 — TSOGBE Koffi Mawuliplim  
 17-9-81 — KETAKOU Akoula Powonki  
 17-9-81 — TCHAGBELE SOUROU-TAWI Djéribou  
 17-9-81 — BITENIWOE Essonana  
 18-9-81 — AGBEKPONOU Adjo Kodjovi  
 17-9-81 — KLIKAN Kouamivi  
 17-9-81 — HOUNSOU Komi  
 17-9-81 — EKOLOWONOU Zétudu Uwolowudu  
 17-9-81 — LARE Lamboni  
 17-9-81 — KOSSI AGBELI Koffi Togbenya  
 17-9-81 — DAKOU Koffi Agbemenyo  
 17-9-81 — KOMBATE Lalle  
 17-9-81 — PAMASSI Bako  
 17-9-81 — KALIWA Bègra Akpéa  
 17-9-81 — HOMENYA Kwami Agbévè  
 17-9-81 — BOSSOU Déwouna  
 17-9-81 — DEGBE Komi Ayéché  
 17-9-81 — GUIDIMAKPEZAN K. Agbessignale  
 17-9-81 — KUEVI-AKOE AYIGAN Têko Elavanyo  
 21-9-81 — GONÇALVES Kossi Tchikou  
 17-9-81 — DJOSSOU Komia  
 17-9-81 — AYEGBEMI Abo'adja Ikpèrikpo  
 17-9-81 — TAMEGNON Fatouma  
 20-9-81 — YAMBA Miyawa, née KABRANE  
 17-9-81 — LAWANI Kossiwa, née WELEKETI

Arrêté n° 489/MTFP du 19-4-82 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

#### *Corps des sages-femmes (Cat. B)*

23-8-79 — GOUSSI Héli, sage-femme de 2e cl. 1er éch.  
 28-8-80 — NAPO BITANTEM Adja, sage-femme de 2e classe 1er échelon

#### *Corps des agents techniques (Cat. B)*

1-8-79 — N'SOUGAN Homeho Kayi Mawuli  
 8-8-79 — LAWSON Dosseh Latékoko  
 9-8-79 — PATAWA Kpatcha  
 6-8-80 — ALFA-OURO Ban'na Gado  
 agents techniques de 2e classe 1er échelon

Les intéressés sont élevés au 2e échelon (indice 850) de leur grade à compter des dates suivantes : (A.C. épuisée)

#### *Corps des sages-femmes (Cat. B)*

23-8-80 — GOUSSI Héli, sage-femme de 2e cl. 1er éch.  
 28-8-80 — NAPO BITANTEM Adja, sage-femme de 2e cl. 1er échelon.

#### *Corps des agents techniques (Cat. B)*

1-8-80 — N'SOUGAN Homeho Kayi Mawuli, agent technique de 2e classe 1er échelon  
 8-8-80 — LAWSON Dosseh Latékoko, agent technique de 2e classe 1er échelon  
 9-8-81 — PATAWANA Kpatcha, agent technique de 2e classe 1er échelon  
 6-8-81 — ALFA-OURO Ban'na Gado, agent technique de 2e classe 1er échelon

Arrêté n° 490/MTFP du 19-4-82 — M. AGUIDI Komlan Evoda n° mie 103929-B, adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 6 novembre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 6 novembre 1980. (AC épuisée).

Arrêté n° 491/MTFP du 19-4-82 — Est rapporté en ce qui concerne M. SOGA Handissogo, n° mie 039978-C, l'arrêté n° 1719/MTFP du 8 décembre 1981 portant titularisation et avancements automatiques d'échelons.

M. SOGA Handissogo, n° mie 039978-C, adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire, du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 1er juillet 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 1er juillet 1980. (AC : néant).

#### FIN DE DETACHEMENT

Arrêté n° 480/MTFP du 15-4-82 — Il est mis fin au détachement auprès de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET) de M. AMEGAN Messan Cisa, secrétaire d'administration de 1ère classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique (chapitre 18, article 4, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 1er janvier 1982.

**DETACHEMENT**

Arrêté n° 560/MTFP du 3-5-82 — M. KANFOR Laré Kolka, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon n° mle 007819-M du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au ministère des affaires sociales et de la promotion féminine, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de Catholic Relief Service — USCC TOGO - PROGRAM (Cathwel).

Durant la période de détachement les émoluments de M. KANFOR ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du TOGO seront à la charge du TOGO-PROGRAM (Cathwel).

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 60/o.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

**REVOCATION**

Arrêté n° 475/MTFP du 13-4-82 — M. MALM Kobla, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service au ministère des affaires étrangères et de la coopération, condamné à dix-neuf (19) mois d'emprisonnement est révoqué de ses fonctions pour faute grave.

Le présent arrêté a effet à compter du 5 août 1981.

**DEMISSION**

Arrêté n° 471/MTFP du 13-4-82 — Est accepté à compter du 26 janvier 1982 la démission de son emploi offerte par M. GOMEZ Kokou Messan administrateur civil 2e échelon en service à la direction générale du plan et du développement.

**LICENCIEMENT**

Arrêté n° 552/MTFP du 30-4-82 — M. AKO Aoufoh, préposé des douanes stagiaires en service à Yikpa-Dafo (sous préfecture de Dayes), est licencié de son emploi pour faute grave commise dans l'exercice de ses fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

**RETRAITE**

Arrêté n° 473/MTFP du 13-4-82 — Mme FAGBEGNON Adjélé Ablavi Névémé, née FUMEY, n° mle 006239-Z, agent d'exploitation de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Lomé est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er juillet 1982 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 474/MTFP du 13-4-82 — Mme GLOKPOR, née AMAIZO Akoko (Félicité), monitrice de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er juillet 1982 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 477/MTFP du 13-4-82 — Les agents ci-après énumérés, relevant des différents ministères, ayant atteint la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er juillet 1982 :

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Mmes — ADJETEY, née ACOUETEY Ayélé, sage-femme principale de C. E.

AGBODJAN Cécilia, née KPAKPO-AKUE, sage-femme principale de C. E.

**MINISTERE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

(Direction des postes et télécommunications)

— EKOUE Follivi, agent d'exploitation principal de C.E.  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Service du trésor

— DOKOU Komlanvi, inspecteur du trésor de 1ère classe 3e échelon

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, MINES, ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES**

Subdivision des travaux publics du Sud

— MEGNASSAN Tongni, contremaître principal de C.E. des T. P.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES**

— DAGBOVI (Marc) Duwonu Kouami, professeur des CEG de 2e classe 3e échelon

— KETOGLO (Cosme) Atsu, instituteur principal 1er éch.

— ATCHOIN Yaovi Jo, instituteur de 1ère classe 3e éch.

**MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS**

(Chemins de fer)

— KOUDORO Pamphile, commis d'administration principal 3e échelon

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES**

ARRETE n° 12/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;

Vu la demande de l'intéressé ;

Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,

**A R R E T E :**

Article premier — M. AGBOBLI Dougno Adodo est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. AGBOBLI Dougno Adodo pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

**ARRETE n° 13/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

*Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;*

*Vu la demande de l'intéressé ;*

*Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,*

**A R R E T E :**

Article premier — M. AKAMAH-HLONGBE Kokouvi Ablodévi est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. AKAMAH-HLONGBE Kokouvi Ablodévi pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

**ARRETE n° 14/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

*Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au*

*Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;*  
*Vu la demande de l'intéressé ;*

*Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,*

**A R R E T E :**

Article premier — M. ATSOU Koffi est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. ATSOU Koffi pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

**ARRETE n° 15/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

*Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;*

*Vu la demande de l'intéressé ;*

*Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,*

**A R R E T E :**

Article premier — M. AWUKLU Kwami Edodzi est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. AWUKLU Kwami Edodzi pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

**ARRETE n° 16/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

*Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;*

*Vu la demande de l'intéressé ;*

*Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,*

#### A R R E T E :

Article premier — M. HOUMEY Amuzu Médégo est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. HOUMEY Amuzu Médégo pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

ARRETE n° 17/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

*Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;*

*Vu la demande de l'intéressé ;*

*Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,*

#### A R R E T E :

Article premier — M. TSIKPLONOU Messah est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. TSIKPLONOU Messah pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le Ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

ARRETE n° 18/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

*Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;*

*Vu la demande de l'intéressé ;*

*Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,*

#### A R R E T E :

Article premier — M. LOVI Koffi est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. LOVI Koffi pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

ARRETE n° 19/MTPMERH/DCNC du 13 mai 1982 autorisant l'ouverture d'un bureau de dessin topographique.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

*Vu l'ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre au Togo et son décret d'application n° 76-98 du 18 juin 1976 ;*

*Vu la demande de l'intéressé ;*

*Vu le rapport n° 077/DCNC/82 du directeur de la cartographie nationale et du cadastre,*

#### A R R E T E :

Article premier — M. APEDO Afantchède est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

Art. 2 — M. APEDO Afantchède pourra exécuter, sous le contrôle de la direction de la cartographie nationale et du cadastre, tous les travaux topographiques courants à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Art. 3 — L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Art. 4 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1982

Barry Moussa Barqué

#### NOMINATION

Décision n° 97/MTPMERH/DCNC du 4-5-82 — M. GRANT Komlan, adjoint administratif de 2e classe 3e échelon, n° mle. 105496-J, en service à la direction de la cartographie nationale et du cadastre, est nommé comptable pour toutes les opérations de ladite direction.

Les recettes réalisées par la direction de la cartographie nationale et du cadastre seront versées hebdomadairement à la caisse de la trésorerie générale.

M. GRANT Komlan aura droit aux indemnités prévues par l'arrêté n° 165/MFE du 7 mai 1968.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Ministère de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique

ARRETE interministériel n° 12/METQDRS/MEPDD du 6 mai 1982 portant équivalence du diplôme d'études générales universitaires.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

ET

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES,

*Vu la constitution du 9 janvier 1980, notamment en ses articles 20 et 21 ;*

*Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;*

*Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement au Togo ;*

*Vu le décret n° 68-165 du 4 septembre 1968, créant l'école normale supérieure d'Atakpamé ;*

*Vu les décrets n° 70-157 du 14 septembre 1970 et n° 72-161 du 5 septembre 1972, portant création des écoles de l'université du Bénin ;*

*Vu l'arrêté n° 5/MEN du 6 mars 1975, portant réorganisation de l'école normale supérieure d'Atakpamé,*

#### ARRÊTENT :

Article premier — Le diplôme d'études générales universitaires délivré par l'institut national des sciences de l'éducation à la fin de la filière courte, est considéré comme équivalent au Certificat de Fin d'Etudes normales (CFEN) délivré par l'école normale supérieure d'Atakpamé.

Art. 2 — Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise.

Lomé, le 6 mai 1982

Le ministre de l'enseignement  
des troisième et quatrième degrés  
et de la recherche scientifique,

B. ALASSOUNOUMA

Le ministre de l'enseignement  
des premier et deuxième degrés,

A. AMOUZOU

ARRETE interministériel n° 13/METQD-RS/MEPDD du 6 mai 1982 fixant les attributions du conseiller pédagogique.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

ET

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES,

*Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 sur la réforme de l'enseignement ;*

*Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;*

*Sur proposition du conseil supérieur de l'éducation nationale ;*

#### ARRÊTENT :

Article premier — Les attributions du conseiller pédagogique sont fixées par les dispositions du présent arrêté.

#### CHAPITRE 1er

##### STATUT

Art. 2 — Le conseiller pédagogique est placé sous l'autorité directe de l'inspecteur dont il est le collaborateur immédiat.

Il est entièrement associé à l'exécution de la politique éducative du pays dans la circonscription pédagogique.

En conséquence, il est solidaire de l'inspecteur dans la conception, l'organisation et la mise en œuvre de tout ce qui contribue à la bonne marche du travail.

Art. 3 — Le conseiller Pédagogique remplace l'inspecteur en cas d'absence ou d'empêchement.

#### CHAPITRE 2

##### TACHES PEDAGOGIQUES

Art. 4 — Le conseiller pédagogique participe essentiellement à la formation et au perfectionnement du personnel enseignant selon les indications de l'inspecteur.

Il intervient dans :

- la préparation et la conduite des leçons ;
- le choix des exercices oraux et écrits et l'évaluation des résultats obtenus ;
- l'encadrement des séances d'animation pédagogique, etc. . .

Art. 5 — Il est membre de droit des jurys des différents examens scolaires et professionnels.

### CHAPITRE 3

#### TACHES ADMINISTRATIVES ET SOCIALES

Art. 6 — Le conseiller pédagogique accomplit les tâches administratives et sociales que l'inspecteur lui confie.

Mais, en aucun cas, ni la nature, ni l'étendue de ces tâches ne doit distraire le conseiller de ses activités pédagogiques.

### CHAPITRE 4

#### ATTITUDES

Art. 7 — En tant que premier collaborateur de l'inspecteur, le conseiller pédagogique fera preuve à tout moment de disponibilité, de tact, de discrétion et de courtoisie dans ses relations aussi bien avec son chef immédiat, les autorités locales qu'avec le personnel enseignant.

Art. 8 — Le conseiller pédagogique doit toujours rendre compte à l'inspecteur de toutes ses activités.

Art. 9 — Les directeurs d'enseignement et les inspecteurs de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 mai 1982

*Le Ministre de l'Enseignement  
des troisième et quatrième degrés  
et de la recherche scientifique,*

B. ALASSOUNOUMA

*Le Ministre de l'Enseignement  
des premier et deuxième degrés,*

A AMOUZOU

### DIVERS

Ministère de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique

#### ADMISSIONS

Arrêté n° 8/METQDRS du 6-4-82 — Sont déclarés admis à l'examen de fin de formation d'élèves-Inspecteur des enseignements des premier et deuxième degrés, les candidats dont les noms suivent :

*Inspecteur de l'enseignement du deuxième degré*

— ADAMA Ayitévi

*Inspecteur de l'enseignement du premier degré*

— TALAKI Yao

Le présent arrêté prend effet pour compter du 11 mars 1982.

Arrêté n° 9/METQDRS/MEPDD du 28-4-82 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au Certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale, les candidats dont les noms suivent :

*Inspecteurs de l'Enseignement du Premier Degré*

— AKAKPO-AHIANYO B. Ama

— ATAYI Atchana

— MEATCHI Assana

— SODATONOU Comlanvi

— NOUTSOUGAN Kossi

— SINON Djogou Ayégu

*Inspecteurs de l'Enseignement du Deuxième Degré*

— ADAMA Ayitévi

— AGBEDANOU Agbényégan

— BATANTA Baguiyéma

— SEGBEFIA Komlan

— AYO Tchaa

— MOSSO Tchotchovi

— LASSEY Séwa Agbého

— KPADJA Yaovi

*Inspecteurs de l'Enseignement du Troisième Degré*

— DJABIE Kanfitin

— BABA Nakom.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 21 avril 1982.

Arrêté n° 11/METQDRS du 3-5-82 — Sont déclarés admis à l'examen de fin de formation d'élèves-inspecteurs de l'enseignement du deuxième degré, les candidats dont les noms suivent :

— MOSSO Tchotchovi

— MOUZOU Essossimna

Le présent arrêté prend effet pour compter du 11 mars 1982.

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

*Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin*

Arrêté n° 160/MFE/CR du 4-5-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de cinq cent soixante quinze mille quatre vingt seize (575.096) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. LAWSON Laté Abalo (Augustin) agent technique de 1re classe 2e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé (indice 1250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Atassé, né le 19 avril 1957

Messan, né le 10 novembre 1959

Nadu, née le 19 octobre 1962

Le montant annuel de la majoration prévue est fixé à cinquante sept mille cinq cent douze (57.512) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. LAWSON Laté Abalo (Augustin) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 5e rang) ci-après désignés :

Tina, née le 20 septembre 1980

Mawubéjro, né le 22 octobre 1981



Arrêté n° 162/MFE/CR du 5-5-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de trois cent six mille neuf cent soixante (306.960) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. TAOFIKI Bida, maréchal des logis 6e échelon n° mle. 152 du corps du personnel de la Gendarmerie nationale togolaise (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. TAOFIKI Bida pour compter du 1er avril 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Nouraïni, né le 8 juillet 1953  
 Raïnaton, née le 26 septembre 1955  
 Rafiyatou, née le 23 décembre 1959  
 Sikiratou, née le 21 mai 1961  
 Tchakibou, né le 7 mars 1963  
 Boukari, né le 12 janvier 1965

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante seize mille sept cent quarante (76.740) francs pour compter du 1er avril 1982.

M. TAOFIKI Bida pourra prétendre pour compter du 1er avril 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 16e rang) ci-après désignés :

Mounirou, né le 1er février 1966  
 Sinatou, née le 9 mai 1968  
 Kossénatou, née le 20 novembre 1968  
 Nimata, née le 4 juin 1969  
 Araffa, né le 27 avril 1970  
 Djibrilla, né le 19 mars 1972  
 Rafiou, né le 30 août 1972  
 Wossilatou, née le 30 mai 1974  
 Fatima, née le 15 janvier 1976  
 Nafissatou, née le 1er octobre 1980.

Arrêté n° 163/MFE/CR du 5-5-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de trois cent soixante douze mille sept cent trente six (372.736) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. KOUASSI Djossou Hompoklo, maréchal des logis-chef 4e échelon n° mle. 151 du corps du personnel de la gendarmerie nationale Togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. KOUASSI Djossou Hompoklo pour compter du 1er avril 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 15 août 1960  
 Adjoa, née le 25 mars 1963  
 Affi, née le 28 mai 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente sept mille sept cent trente six (37.736) francs pour compter du 1er avril 1982.

M. KOUASSI Djossou Hompoklo pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 6e rang) ci-après désignés :

Amèvi, né le 16 décembre 1967  
 Ayabavi, née le 10 août 1972  
 Améto, né le 24 juin 1978.

Arrêté n° 164/MEF/CR du 5-5-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve BITASSA Djenda (née BAKA Médamélaguenba) épouse de M. BITASSA Djenda brigadier de police 3e échelon du corps du personnel de la sûreté nationale togolaise (indice 590 pourcentage 79%) en retraite décédé le 4 mars 1981, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante sept mille cinq cent trente six (167.536) francs pour compter du 1er avril 1981.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente trois mille cinq cent huit (33.508) francs pour compter du 1er avril 1981 à chacun des orphelins mineurs dénommés ci-après :

Lakéna, né le 17 avril 1965  
 Dayéna, né le 14 janvier 1968  
 Danbena, né le 9 septembre 1971  
 Adjoguela, né le 27 mai 1974  
 Badjiransa, né le 17 octobre 1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Djenda Batomata administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 170/MFE/CR du 6-5-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de six cent vingt mille vingt huit (620.028) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. LOKOU Abiou agent technique de 1ère classe 2e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. LOKOU Abiou pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Ayékinam, née le 8 décembre 1951  
 Essoham, née le 3 avril 1952  
 Doyé, née le 20 mai 1952  
 Bindouzoué, née le 24 février 1954  
 Essobiyou, né le 10 mars 1955  
 Mahidéga, né le 8 octobre 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante cinq mille huit (155.008) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. LOKOU Abiou pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 10e au 20e rang) ci-après désignés :

Bakade, né le 12 juillet 1963  
 Aklesso, né le 17 mai 1965

Batabozi, né le 23 avril 1966  
 Beyebinawè, née le 24 juin 1967  
 Anabidédé, née le 26 janvier 1968  
 Essossimna, né le 11 septembre 1970  
 Batokidéou, né le 15 décembre 1971  
 Mana-Eya-Zoué, née le 29 septembre 1974  
 Agnidouféi, né le 11 juin 1977  
 Naka, née le 16 mai 1980  
 Donga, née le 16 mai 1980.

Arrêté n° 171/MFE/CR du 6-5-82 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de cent soixante dix sept mille sept cent quarante (177.740) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. SOMENOU Kodjovi, caporal chef 5e échelon n° mle 0223 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixé au 1er août 1981.

M. SOMENOU Kodjovi pourra prétendre, pour compter du 1er août 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 12e rang) ci-après désignés :

Amèvi, né le 9 juillet 1966  
 Yawa, née le 17 juillet 1968  
 Kodjo, né le 3 mars 1969  
 Ablavi, née le 28 octobre 1969  
 Kokou, né le 22 juillet 1970  
 Kossi, né le 16 mai 1971  
 Akouavi, née le 25 octobre 1972  
 Akoua, née le 8 août 1973  
 Adjo, née le 26 mai 1975  
 Kodjo, né le 13 octobre 1975  
 Manavi, née le 16 mars 1976  
 Adjovi, née le 29 décembre 1980.

Arrêté n° 173/MFE/CR du 7-5-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de un million cinq mille quatre cent huit (1.005.408) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. SOHER Tonato (Pierre) attaché d'administration principal 1er échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. SOHER Tonato (Pierre) pour compter du 1er février 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 9 février 1955  
 Akouété, né le 26 novembre 1960  
 Akouète, né le 26 novembre 1960  
 Edoh, né le 28 juin 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante mille huit cent douze (150.812) francs pour compter du 1er février 1982.

M. SOHER Tonato (Pierre) pourra prétendre, pour compter du 1er février 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Mawulé né le 25 juillet 1974.

Arrêté n° 174/MFE/CR du 10-5-82 — Une pension proportionnelle (pourcentage 33%) au montant annuel de deux cent vingt cinq mille trois cent soixante huit (225.368) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. ANKOU Comlan Almany (Victor) préposé principal 2e échelon du corps du personnel de l'agriculture du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

M. ANKOU Comlan Almany (Victor) pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 9e rang) ci-après désignés :

Akoda, né le 15 décembre 1962  
 Mansa, née le 7 novembre 1964  
 Ama, né le 25 mai 1965  
 Akouyo, né le 4 février 1970  
 Kokou, né le 8 septembre 1971.

Arrêté n° 177/MFE/CR du 12-5-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve AGBOBLI Abravi Enyonam (Vicentia), née HUKPATI, épouse de M. AGBOBLI Koffi (Victor), adjoint technique de 1ère classe 3e échelon de l'agriculture (indice 850), pourcentage 74%), en retraite décédé le 13 mars 1981 une pension de veuve au taux annuel de deux cent vingt six mille quatre vingt quatre (226.084) francs pour compter du 1er avril 1981.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve AGBOBLI Abravi Enyonam (Vicentia), née HUKPATI, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Koffi, né le 25 janvier 1952  
 Kodjovi, né le 26 avril 1954  
 Kossiwa, née le 22 juillet 1956  
 Akuavi, née le 10 septembre 1958  
 Massa, née le 24 juin 1962  
 Koami, né le 5 décembre 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante six mille cinq cent vingt et un (56.521) francs pour compter du 1er avril 1981.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins fixée à quarante cinq mille deux cent seize (45.216) francs l'an pour compter du 1er avril 1981 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Massa, née le 24 juin 1962  
 Koami, né le 5 décembre 1964  
 Atsu, né le 11 février 1968  
 Atsupui, née le 11 février 1968  
 Yawo Dovi, née le 15 octobre 1970  
 Dotsé Koffi, né le 6 octobre 1972.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. AGBOLI Koffi Bedjeaku, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

### ROLES

Arrêté n° 535/MEF/AI du 31/12/81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

275 Sotouboua Taxe progr.	28.848		
Sokodé Taxe progr.	208.332		
Bafilo Taxe progr.	3.000		
Bassar Taxe progr.	29.562		
Kara Taxe progr.	174.492		
Niamtougou Taxe progr.	35.322		
Pagouda Taxe progr.	27.027		
Kantè Taxe progr.	4.284	510.867	
276 Mango Taxe progr.	186.861		
Dapaon Taxe progr.	83.790		
Tchamba Taxe progr.	39.594	310.245	821.112
			<u>821.112</u>

Arrêté n° 536/MEF/AI du 31/12/81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-dessous :

#### BUDGET GENERAL

F.N.I.	1.154.265		
187 Lomé B.I.C.	3.462.795	4.617.060	4.617.060
			<u>4.617.060</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de QUATRE MILLIONS SIX CENT DIX SEPT MILLE SOIXANTE FRANCS est fixée au 8 mars 1982.

Arrêté n° 537/MEF/AI du 31/12/81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1979 ci-après :

#### BUDGET COMMUNAL

132 Lomé T.V.L.	5.709.915		
T.V.	3.967.739	9.677.654	
133 Lomé T.V.		221.320	9.898.974
			<u>9.898.974</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de NEUF MILLIONS HUIT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENT SOIXANTE QUATORZE FRANCS est fixée au 18 janvier 1982.

Arrêté n° 538/MEF/AI du 31/12/81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1980 ci-après :

#### BUDGET COMMUNAL

24 Lomé T.V.L.	2.715.103		
T.V.V.	226		
T.V.	2.107.494	4.822.823	4.822.823
			<u>4.822.823</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de QUATRE MILLIONS HUIT CENT VINGT DEUX MILLE HUIT CENT VINGT TROIS FRANCS est fixée au 19 mars 1982.

Arrêté n° 539/MEF/AI du 31/12/81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

#### BUDGET COMMUNAL

22 Lomé T.V.L.	557.514		
T.V.	348.248	905.762	
23 Lomé T.V.L.	3.412.755		
T.V.	2.775.139	6.187.894	7.093.656
			<u>7.093.656</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de SEPT MILLIONS QUATRE VINGT TREIZE MILLE SIX CENT CINQUANTE SIX FRANCS est fixée au 19 mars 1982.

Arrêté n° 540/MEF/AI du 31/12/81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1981 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

18 Doufelgou Patentes	85.450		
I.G.R.	72.711	158.161	
19 Binah Patentes	337.200		
I.G.R.	136.565	473.765	
20 Kéran Patentes	84.450		
I.G.R.	12.970	97.420	729.346
			<u>729.346</u>

Arrêté n° 541/MEF/AI du 31/12/82 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1981 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

9 Mango Patentes	303.100		
I.G.R.	72.452	375.552	
10 Dapaong Patentes	1.093.750		
I.G.R.	149.992	1.243.742	
11 Dapaong Patentes	348.000		
I.G.R.	130.983	478.983	2.098.277

#### HORS BUDGET 480-100

10 Dapaong Amendes I.G.R.			
	40.000		40.000
			<u>2.138.277</u>

Arrêté n° 542/MEF/AI du 31/12/81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

#### BUDGET COMMUNAL

8 Sokodé T.V.L.	6.884.749	6.884.749	
-----------------	-----------	-----------	--

**BUDGET GENERAL**

9 Sokodé	B.I.C. (IMF)	1.909.687	2.535.673	
	F.N.I.	625.986		
10 Bassar	B.I.C. (IMF)	300.000		
	F.N.I.	100.000	400.000	
11 Sotouboua	B.I.C. (IMF)	218.823		
	F.N.I.	72.941	291.764	
12 Sokodé	B.I.C.	2.170.559		
	I.G.R.	1.092.224	3.262.783	13.374.969
				13.374.969

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de TREIZE MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE NEUF FRANCS est fixée au 25 mars 1982.

Arrêté n° 543/MEF/AI du 31/12/81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 81 ci-après :

**BUDGET GENERAL**

5 Yoto Patentes	3.275.400			
Licences	821.000	4.096.400		
6 Yoto Patentes	21.300			
Licences	17.000	38.300	4.134.700	
			4.134.700	

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de QUATRE MILLIONS CENT TRENTE QUATRE MILLE SEPT CENTS FRANCS est fixée au 22 mars 1982.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****NECROLOGIES**

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de : Mme PALANGA N'nanewé, garde-malades, précédemment en service au centre hospitalier régional de Sokodé, survenu le 30 décembre 1981 au CHR de la Kara.

M. HUEDAKO Tété Masuabomey, moniteur permanent de 4e catégorie échelle A n° mie 007020-E en service à l'école primaire publique de Messan-Condji (préfecture des Lacs) survenu le 31 janvier 1982 à l'hôpital d'Aného.

M. M'BA Tédatoa Kokou (Jacques) instituteur de 2e classe 2e échelon, n° mie 009501-F, précédemment en

service à l'école primaire publique d'Anié-Aoutéré (Préfecture de l'Ogou) survenu le 3 février 1982 à l'hôpital d'Atakpamé.

M. MOGBALE Talaga, Maçon permanent de 2e catégorie hors échelle précédemment en service à la subdivision des travaux publics de Mango, survenu le 3 février 1982.

M. SAGBA Koffi, moniteur de 1re classe 3e échelon, n° mie 014569-K, précédemment en service à l'école primaire d'Ablogamé, survenu le 6 février 1982.

M. LIHOUSSOU Komian, manœuvre permanent précédemment en service au centre hospitalier et universitaire de Lomé, survenu le 13 février 1982.

M. LARE Dayague, cantonnier permanent de 4e catégorie échelle B précédemment en service à la subdivision des travaux publics de Mango, survenu le 16 février 1982.

M. ADJIDJONOU Codjo, professeur d'anglais, survenu le vendredi 19 février 1982 à Lomé.

M. THOTO Dossou, employé de bureau permanent de 2e catégorie hors échelle précédemment en service à la direction des travaux publics, survenu le 24 février 1982 au centre hospitalier universitaire de Lomé.

M. YAWO Kowuvi, employé de bureau permanent de 4e catégorie échelle D, n° mie 028384-J, précédemment en service à la direction de l'éducation physique et des sports, survenu le 5 mars 1982 à Lomé.

M. AHOULI Kadja Tchalignpété, maçon permanent de 1re catégorie hors échelle précédemment en service à la subdivision des travaux publics de Lomé, survenu le 16 mars 1982 au centre hospitalier universitaire de Lomé.

M. AKOLLY Koffi, adjoint-technique d'agriculture, n° mie 004328-S précédemment en service à la direction régionale du développement rural des plateaux secteur de Kloto, survenu le 6 mai 1981 à la suite d'une longue maladie.

**AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER**

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 de la perte de la copie du titre foncier n° 6585 RT appartenant à Mme DEDRY Gabrielle, ménagère demeurant à Bè - Lomé.

(Pour deuxième insertion)